

Edito

### Ouverture des marchés ou pas

Dans le rapport agricole 2012, l'Office fédéral de l'agriculture annonce qu'en matière de libre-échange, le Conseil fédéral va effectuer maintenant un état des lieux des différents avis et positions en vue de la suite des opérations. Il va étudier les options possibles concernant l'ouverture des marchés.

Pour nous, cette déclaration signifie ni plus, ni moins que la mort de l'accord de libre-échange agricole, tel qu'envisagé en novembre 2008. Le Conseil fédéral, et surtout l'OFAG, seraient bien inspirés de l'admettre.

Les difficultés institutionnelles dans nos relations avec l'Union européenne, mais aussi la résistance politique interne ont contribué à cet échec bienvenu pour l'agriculture.

Mais la mort de l'ALEA ne signifie pas pour autant que la question de l'ouverture des marchés est à oublier. Bien au contraire ! Le Conseil fédéral ne manque pas d'idées en la matière. Des ouvertures sectorielles, par exemple pour le lait industriel ou des accords de libre-échange avec la Chine et bientôt la Russie sont toujours d'actualité. La vigilance reste donc de mise.

Avant d'étudier de nouvelles options, nos autorités seraient bien inspirées de faire un bilan objectif des échanges agricoles actuels, sachant que la Suisse est l'un des principaux pays importateur de produits agricoles. Ce bilan devrait aussi répondre à la question de savoir à qui profite réellement l'ouverture des marchés.

Notre réponse : pas du tout aux producteurs, peu aux consommateurs et beaucoup aux intermédiaires. A l'OFAG de démontrer le contraire.

Walter Willener